

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2539

[2007/201979]

24 MAI 2007. — Décret relatif aux infractions et sanctions en matière d'urbanisme (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 134 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, entre les mots "Un avis indiquant que le permis a été délivré" et les mots "est affiché", sont insérés les mots "ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5,".

Au même article, seconde phrase, entre les mots "le fonctionnaire délégué" et les mots "doit se trouver", sont insérés les mots ", ou le jugement visé à l'article 155, § 5,".

Art. 2. L'article 155, § 6, alinéa 1^{er}, du même Code, est remplacé par le texte suivant :

"§ 6. Lorsque les actes et travaux exécutés ou maintenus en infraction sont susceptibles de recevoir le permis d'urbanisme requis, sur la base soit de la réglementation en vigueur lors de l'accomplissement des actes et travaux, soit de la réglementation en vigueur au moment du dépôt de la demande, le cas échéant en application des articles 110 à 113 ou 127, § 3, et eu égard à la destination générale de la zone ou de son caractère architectural, le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant."

Après l'alinéa 1^{er} du même paragraphe, sont insérés deux alinéas rédigés comme suit :

"Lorsque l'infraction consiste en l'exécution et le maintien d'actes et travaux soumis à la déclaration urbanistique préalable visée à l'article 84, § 2, alinéa 2, 4^o, ou à la déclaration préalable visée à l'article 129, § 3, et en l'absence de déclaration, le fonctionnaire délégué propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant."

La décision du collège communal sur la transaction est transmise dans les soixante jours de la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué. A défaut, la décision est réputée favorable."

L'alinéa 3 du même paragraphe devient l'alinéa 4.

L'alinéa 2 du même paragraphe est remplacé par le texte suivant :

"La transaction a lieu moyennant le paiement d'une somme d'argent dont le montant est établi selon les règles arrêtées par le Gouvernement, sans que ce montant ne puisse être inférieur à deux cent cinquante euros ni supérieur à vingt-cinq mille euros."

Le versement du montant de la transaction doit précéder l'introduction de la demande de permis ou de la déclaration.

Le versement du montant de la transaction se fait :

- soit entre les mains du receveur communal lorsque l'infraction a été constatée par les fonctionnaires et agents de la police locale ou par les fonctionnaires et agents techniques des communes désignés par le gouverneur de la province;

- soit entre les mains du receveur de l'enregistrement à un compte spécial du budget de la Région dans les autres cas.

Le versement du montant de la transaction éteint l'action publique et le droit pour les autorités publiques à demander toute autre réparation."

L'alinéa 4 du même paragraphe est supprimé.

Art. 3. L'article 156, alinéa 1^{er}, du même Code est complété par les mots suivants :

"Le procès-verbal de constat est notifié, par envoi, dans les plus brefs délais, au maître de l'ouvrage, à tout titulaire de droit réel sur le bien immobilier à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse, à toute personne qui fait usage du bien immobilier, au collège communal, au fonctionnaire délégué et au Procureur du Roi. Le Gouvernement peut arrêter les formes du procès-verbal."

Art. 4. A l'article 157 du même Code, après l'alinéa 1^{er}, est inséré un alinéa rédigé comme suit :

"A défaut pour le Procureur du Roi d'avoir marqué son intention de poursuivre dans les nonante jours de la demande qui lui est faite, le fonctionnaire délégué poursuit devant le tribunal civil l'un des modes de réparation visé à l'alinéa 1^{er} lorsque les actes et travaux exécutés ou maintenus en infraction ne sont pas susceptibles de recevoir le permis d'urbanisme requis au sens de l'article 155, § 6, alinéa 1^{er}."

A l'alinéa 2 du même article, les mots "article 155, § 1^{er}, § 3, § 4, § 5 et § 6" sont remplacés par les mots "article 155, § 1^{er} et §§ 3 à 7".

Art. 5. A l'article 158 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° après l'alinéa 1^{er}, est inséré un alinéa rédigé comme suit :

"Dès l'ordre donné, il est dressé procès-verbal de constat de l'infraction. »;

2° à l'alinéa 3 du même article, les mots "par lettre recommandée avec avis de réception" sont remplacés par les mots "par envoi";

3° au même alinéa, entre les mots "est adressée en même temps" et les mots "au fonctionnaire délégué", sont insérés les mots "au Procureur du Roi ainsi qu'".

Art. 6. Il est inséré dans le même Code un article 159bis rédigé comme suit :

"Art. 159bis. Pour les actes et travaux exécutés ou maintenus, selon le cas, sans permis ou sans déclaration urbanistique préalable visée à l'article 84, § 2, alinéa 2, 4^o, ou sans déclaration préalable visée à l'article 129, § 3, et qui font l'objet du procès-verbal de constat visé à l'article 156, alinéa 1^{er}, la demande de permis ou la déclaration adressée après la notification visée à l'article 156, alinéa 1^{er}, est irrecevable à défaut :

1° soit du jugement coulé en force de chose jugée, visé à l'article 155, § 2;

2° soit du versement du montant de la transaction."

Art. 7. L'article 6 du présent décret n'est pas applicable pour les actes et travaux exécutés ou maintenus, selon le cas, sans permis ou sans déclaration urbanistique préalable visée à l'article 84, § 2, alinéa 2, 4^o, ou sans déclaration préalable visée à l'article 129, § 3, et qui ont fait l'objet du procès-verbal de constat visé à l'article 156, alinéa 1^{er}, et notifié avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 594 (2006-2007). N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance publique du 16 mai 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2539

[2007/201979]

24. MAI 2007 — Dekret über die Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Städtebau (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 134 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden die Wörter "oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155, § 5 erwähnten Urteils bilden" zwischen die Wörter "Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist" und ", wird auf dem Grundstück" eingefügt.

In demselben Artikel, zweitem Satz, werden die Wörter "oder das in Artikel 155, § 5 erwähnte Urteil" zwischen die Wörter bescheinigte Abschrift dieser Dokumente und "den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten" eingefügt.

Art. 2 - Art. 155, § 6, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 6. Wenn die in Verstoß gegen die Vorschriften ausgeführten oder beibehaltenen Handlungen und Arbeiten entweder aufgrund der bei der Ausführung der Arbeiten geltenden Regelung oder der bei der Einreichung des Antrags geltenden Regelung, ggf. in Anwendung der Artikel 110 bis 113 oder 127, § 3 und angesichts der allgemeinen Zweckbestimmung des Gebiets oder dessen architektonischen Charakters die erforderliche Städtebaugenehmigung erhalten könnten, schlägt die Regierung oder der beauftragte Beamte in gemeinsamem Einvernehmen mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vor."

Nach dem Absatz 1 desselben Paragraphen werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wenn der Verstoß darin besteht, der in Artikel 84, § 2, Absatz 2, 4^o erwähnten vorherigen städtebaulichen Erklärung oder der in Artikel 129, § 3 erwähnten vorherigen Erklärung unterworfenen Handlungen und Arbeiten auszuführen oder beizubehalten, und in Ermangelung einer Erklärung schlägt der beauftragte Beamte in gegenseitigem Einvernehmen mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vor."

Der Beschluss des Gemeinderats über den Vergleich wird innerhalb von sechzig Tagen nach dem Antrag der Regierung oder des beauftragten Beamten übermittelt. Bei Nicht-Bescheid gilt die Entscheidung als günstig.

Absatz 3 desselben Paragraphen wird zum Artikel 4.

Absatz 2 desselben Paragraphen wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Vergleich erfolgt durch Zahlung eines Geldbetrags, dessen Höhe nach den von der Regierung erlassenen Regeln bestimmt wird, ohne, dass dieser Betrag unter 250 Euro oder über 25.000 Euro liegen kann.

Die Einzahlung des Vergleichsbetrags muss vor der Einreichung des Genehmigungsantrags oder der Erklärung stattfinden.

Die Zahlung des Vergleichsbetrags erfolgt:

- entweder zu Händen des Gemeindegemeinnehmers, wenn der Verstoß durch die Beamten und Bediensteten der lokalen Polizei oder durch die vom Provinzgouverneur bezeichneten technischen Beamten und Bediensteten der Gemeinde festgestellt wurde;

- oder zu Händen des Einnehmers des Einregistrierungsamtes auf ein Spezialkonto des Haushalts der Region in den sonstigen Fällen.

Die öffentliche Anklage und das Recht der Behörden, jede weitere Wiedergutmachung zu fordern, verfallen durch die Zahlung des Vergleichsbetrags."

Absatz 4 desselben Paragraphen wird gestrichen.

Art. 3 - Artikel 156, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt:

"Das Feststellungsprotokoll wird so schnell wie möglich per Einsendung dem Bauherrn, jedem Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Immobiliengut, mit Ausnahme der Hypothek oder des Nutzungspfandrechts, jeder Person, die das Immobiliengut benutzt, dem Gemeindegremium, dem beauftragten Beamten und dem Prokurator des Königs zugestellt. Die Regierung kann die Formen des Protokolls erlassen."

Art. 4. In Artikel 157 desselben Gesetzbuches wird nach Absatz 1 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wenn der Prokurator des Königs innerhalb von neunzig Tagen nach der an ihn gerichteten Anfrage nicht seine Absicht mitgeteilt hat, die Sache zu verfolgen, fordert der beauftragte Beamte vor dem Zivilgericht ein der in Absatz 1 erwähnten Verfahren der Wiedergutmachung, wenn die in Verstoß gegen die gesetzlichen Bestimmungen ausgeführten oder beibehaltenen Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 155, § 6, Absatz 1 die erforderliche Städtebaugenehmigung nicht erhalten könnten."

In Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut "Artikel 155, § 1, § 3, § 4, § 5 und § 6" durch den Wortlaut "Artikel 155, § 1 und §§ 3 bis 7" ersetzt."

Art. 5. In Artikel 158 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Nach Absatz 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Sobald der Befehl gegeben ist, wird ein Protokoll über den Verstoß aufgenommen.”;

2° in Absatz 3 desselben Artikels wird der Wortlaut “per Einschreiben mit Empfangsbestätigung” durch den Wortlaut “per Einsendung” ersetzt.

3° in demselben Absatz werden zwischen die Wörter “ergeht gleichzeitig” und die Wörter “an den beauftragten Beamten” die Wörter “an den Prokurator des Königs sowie” eingefügt.

Art. 6 - Es wird ein Artikel 159*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

“Art. 159*bis* - Für die Handlungen und Arbeiten, die je nach Fall ohne Genehmigung oder ohne vorherige städtebauliche Erklärung im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2, oder ohne vorherige Erklärung im Sinne von Artikel 129, § 3, ausgeführt oder beibehalten worden sind, und die Gegenstand des in Artikel 156, Absatz 1, erwähnten Feststellungsprotokolls sind, ist der Genehmigungsantrag oder die nach der in Artikel 156, Absatz 1, erwähnten Notifizierung zugestellte Erklärung in Ermangelung des Folgenden unzulässig:

1° entweder des in Artikel 155, § 2 erwähnten rechtskräftigen Urteils;

2° oder der Zahlung des Vergleichsbetrags.”

Art. 7. Artikel 6 des vorliegenden Dekrets findet keine Anwendung auf die Handlungen und Arbeiten, die je nach Fall ohne Genehmigung oder ohne vorherige städtebauliche Erklärung im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2, 4° oder ohne vorherige Erklärung im Sinne von Artikel 129, § 3, ausgeführt oder beibehalten worden sind, und die Gegenstand des in Artikel 156, Absatz 1 erwähnten und vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets zugestellten Feststellungsprotokolls sind.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Note

(1) *Sitzungsperiode 2006-2007*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 594 (2006-2007). Nrn. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 16. Mai 2007.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2539

[2007/201979]

24 MEI 2007. — Decreet betreffende de overtredingen en de straffen inzake stedenbouw (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 134 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden, na de woorden "waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend", de woorden "of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikkende gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5," ingevoegd.

In hetzelfde artikel, tweede volzin, worden de woorden "of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5," ingevoegd tussen de woorden " voor echt verklaard afschrift van deze documenten" en de woorden "permanent ter beschikking liggen".

Art. 2. Artikel 155, § 6, eerste lid, 1, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

"§ 6. Wanneer de handelingen en de werken die uitgevoerd of in stand gehouden zijn in overtreding van de bepalingen de vereiste stedenbouwkundige vergunning zouden kunnen krijgen op grond ofwel van de regelgeving die gold bij de voltooiing van de handelingen en de werken ofwel van de regelgeving die gold bij de indiening van de aanvraag, in voorkomend geval overeenkomstig de artikelen 110 tot en met 113 of 127, § 3, en rekening houdend met de algemene gebiedsbestemming of het architectonisch karakter van dat gebied, stelt de Regering of de gemachtigd ambtenaar, in overeenstemming met het gemeentecollege, een vergelijk voor met de overtreder."

Na lid 1 van dezelfde paragraaf worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

"Indien de inbreuk bestaat in de uitvoering en de instandhouding van handelingen en werken onderworpen aan de voorafgaande stedenbouwkundige verklaring bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, 4°, of aan de voorafgaande aangifte bedoeld in artikel 129, § 3, en bij ontstentenis van een verklaring resp. aangifte, stelt de gemachtigd ambtenaar, in overeenstemming met het gemeentecollege, een vergelijk aan de overtreder voor.

De beslissing van het gemeentecollege over het vergelijk wordt binnen de zestig dagen na het verzoek van de Regering of de gemachtigd ambtenaar overgemaakt. Bij ontstentenis wordt de beslissing gunstig geacht."

Lid 3 van dezelfde paragraaf wordt lid 4.

Lid 2 van dezelfde paragraaf wordt vervangen door volgende tekst :

"Het vergelijk wordt getroffen via de betaling van een geldsom waarvan het bedrag bepaald wordt volgens de door de Regering vastgelegde regels, zonder dat dit bedrag minder mag bedragen dan tweehonderdvijftig euro of meer dan vijftienduizend euro.

De storting van het bedrag van het vergelijk moet voorafgaan aan de indiening van de vergunningsaanvraag of de verklaring resp. aangifte.

De storting van het bedrag van het vergelijk geschiedt :

- ofwel in handen van de gemeenteontvanger indien de overtreding is vastgesteld door de ambtenaren en agenten van de lokale politie of door de technische ambtenaren en personeelsleden van de gemeenten, aangewezen door de provinciegouverneur;

- ofwel in handen van de ontvanger der registratie op een bijzondere rekening van de gewestbegroting in de andere gevallen.

De strafvordering en het recht van de overheid om enig verder herstel te eisen, vervallen door de betaling."

Lid 4 van dezelfde paragraaf wordt geschrapt.

Art. 3. Artikel 156, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"Het proces-verbaal van vaststelling wordt zo spoedig mogelijk opgestuurd naar de bouwheer, naar elke houder van een zakelijk recht op het onroerend goed, hypotheek en genotspand uitgezonderd, naar elke persoon die gebruik maakt van het onroerend goed, naar het gemeentecollege, naar de gemachtigd ambtenaar en naar de procureur des Konings. De Regering kan de vorm van het proces-verbaal bepalen."

Art. 4. In artikel 157 van hetzelfde Wetboek wordt, na lid 1, een lid ingevoegd luidend als volgt :

"Indien de procureur des Konings niet binnen de negentig dagen na het aan hem gericht verzoek blijk geeft van het voornemen om vervolging in te stellen, vervolgt de gemachtigd ambtenaar voor de burgerlijke rechtbank één van de betaalwijzen bedoeld in lid 1 indien de handelingen en werken die in overtreding zijn uitgevoerd of in stand gehouden, niet voorzien zouden kunnen worden van de stedenbouwkundige vergunning vereist in de zin van artikel 155, § 6, lid 1."

In lid 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "artikel 155, § 1, § 3, § 4, § 5 en § 6" vervangen door de woorden "artikel 155, § 1 en § 3 tot en met 7".

Art. 5. In artikel 158 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° na lid 1 wordt een lid ingevoegd luidend als volgt :

“Zodra het bevel gegeven is, wordt er een proces-verbaal van vaststelling van de overtreding opgesteld.”;

2° in lid 3 van hetzelfde artikel worden de woorden “bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs” vervangen door de woorden “per zending”;

3° in hetzelfde lid wordt tussen de woorden “verstuurd naar” en “de gemachtigde ambtenaar” de woorden “de procureur des Konings en” ingevoegd.

Art. 6. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 159bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 159bis. Voor de handelingen en werken die, al naar gelang het geval, uitgevoerd of in stand gehouden worden zonder de voorafgaande stedenbouwkundige verklaring bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, 4°, of zonder de voorafgaande aangifte bedoeld in artikel 129, § 3, en waarvoor het proces-verbaal van vaststelling bedoeld in artikel 156, lid 1, is opgesteld, zijn de vergunningsaanvraag of de aangifte die ingediend zijn na de kennisgeving bedoeld in artikel 156, lid 1, onontvankelijk indien :

1° ofwel het vonnis bedoeld in artikel 155, § 2, niet in kracht van gewijsde is getreden;

2° ofwel indien de betaling van het vergelijk niet is geschied.”

Art. 7. Artikel 6 is niet van toepassing op de handelingen en werken die, al naar gelang het geval, uitgevoerd of in stand gehouden worden zonder de voorafgaande stedenbouwkundige verklaring bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, 4°, of zonder de voorafgaande aangifte bedoeld in artikel 129, § 3, en waarvoor het proces-verbaal van vaststelling bedoeld in artikel 156, lid 1, is opgesteld en waarvan kennis is gegeven vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 594 (2006-2007). Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbarer vergadering van 16 mei 2007.

Bespreking - Stemmingen.